



Les *think tanks* chinois : ambitions et contradictions

Alice Ekman

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2017/4 Hiver , PAGES 145 À 156

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365677578

DOI 10.3917/pe.174.0145

Date de mise en ligne : 13/12/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2017-4-page-145?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Les *think tanks* chinois : ambitions et contradictions

Par Alice Ekman

Alice Ekman est chercheur, responsable des activités Chine au Centre Asie de l'Ifrri¹.

Depuis l'arrivée de Xi Jinping à la tête de la Chine, le nombre de *think tanks* chinois a substantiellement augmenté. Ces organismes sont incités à s'ouvrir à l'international afin de recueillir des analyses étrangères et de promouvoir les concepts officiels chinois. Les chercheurs sont contraints de travailler sur des sujets utiles au Parti. Ils font également l'objet d'un contrôle politique plus strict qui pourrait nuire, à terme, à leur crédibilité internationale.

politique étrangère

Le paysage des *think tanks* chinois est relativement ancien : les premières structures ont été créées par Deng Xiaoping au lendemain de la Révolution culturelle, alors que le pays manquait cruellement d'expertise et que les *think tanks* étaient amenés à jouer un rôle clé dans l'ouverture économique de la Chine et le développement de sa politique étrangère. Depuis 2013, le gouvernement chinois appelle à renforcer les capacités d'analyse et de recommandation des *think tanks*, afin de faire face aux défis de plus en plus nombreux auxquels est confronté le pays (économiques, politiques, environnementaux, sécuritaires, etc.). Plusieurs études chinoises publiées en 2013 et 2014 ont notamment souligné les difficultés des *think tanks* nationaux à répondre à la demande croissante d'expertise alors que l'environnement intérieur et extérieur était particulièrement changeant², en dépit du grand nombre de chercheurs

1. Cet article s'appuie sur des entretiens dans une vingtaine de *think tanks* chinois entre 2014 et 2017, et sur sept années d'échanges formels et informels. Certains éléments de cette analyse ont été présentés pour la première fois dans la note d'A. Ekman, « Développement international et recadrage des *think tanks* chinois sous Xi Jinping », réalisée en décembre 2015 pour le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère des Affaires étrangères.

2. « Réflexions sur les prévisions du monde de la recherche chinois concernant les guerres en Irak et Afghanistan », *Caijing*, 7 juillet 2014 (en chinois), disponible sur : <http://blog.caijing.com.cn>.

de qualité que compte la Chine, et du fait qu'elle est aujourd'hui le pays qui compte le plus de *think tanks* au monde après les États-Unis³.

En avril 2013, un mois après sa nomination à la présidence de la Chine, Xi Jinping appelait à la « création d'un nouveau type de *think tanks*⁴ aux caractéristiques chinoises⁵ ». Depuis, le paysage des *think tanks* chinois est en pleine restructuration. Celle-ci se manifeste sur le terrain par l'apparition de nouveaux *think tanks*, mais aussi par l'évolution des missions et des méthodes de travail des organismes existants. Les *think tanks* chinois continuent à assurer leurs missions traditionnelles (recherche, renseignement, communication nationale et internationale) sous la tutelle du Parti communiste, des ministères ou encore de l'Armée populaire de libération⁶. Ils continuent d'alimenter le processus de décision, *via* la participation à des « consultations d'experts⁷ » et la production de rapports internes.

Parallèlement, le gouvernement chinois a appelé les *think tanks* à accélérer leur internationalisation d'ici 2020. Mais cet objectif d'internationalisation, et la réforme dans son ensemble, se heurtent à d'autres mesures politiques, comme le recadrage idéologique du monde de la recherche.

3. Plus de 2 000 *think tanks* et 35 000 chercheurs à temps plein en 2015, selon les estimations officielles (L. Wei, « To Build High-Quality Think Tanks with Chinese Characteristics by Deepening Institutional Mechanism Reform », *op. cit.*). Certaines sources indiquent des estimations largement inférieures. Par exemple, la base de données « Think Tanks and Civil Societies Program » de l'université de Pennsylvanie estimait en janvier 2017 que la Chine comptait 435 *think tanks*, se plaçant au deuxième rang, derrière les États-Unis (1835) et devant la Grande-Bretagne (288).

4. Une définition large des *think tanks* chinois est ici retenue : toute institution de recherche et d'analyse *policy-oriented*, constituée d'une équipe permanente, et se présentant elle-même formellement comme *think tank* en Chine et à l'étranger.

5. Appel répété lors du 3^e plénum du 18^e Congrès du Parti communiste chinois de novembre 2013, lors de la 6^e rencontre du groupe dirigeant sur l'approfondissement des réformes d'octobre 2014, ou le même mois quand ce développement des *think tanks* était présenté par Xi Jinping comme une « mission importante et urgente ».

6. D'influence soviétique (importés en Chine dans les années 1950), les *think tanks* chinois sont encore pleinement intégrés à l'appareil d'État et du Parti. 90 % de l'ensemble des *think tanks* chinois sont directement rattachés à une institution officielle (gouvernement, Parti, université, Armée populaire de libération ou entreprises d'État), selon les autorités. Li Wei, directeur du Development Research Center, « To Build High-Quality Think Tanks with Chinese Characteristics by Deepening Institutional Mechanism Reform », Development Research Center, 21 janvier 2015. De fait, il existe quelques *think tanks* indépendants en économie et finance, mais même dans ce domaine ils représentent une infime minorité. Il n'existe pas aujourd'hui en Chine de *think tanks* de politique étrangère et de sécurité indépendants. La procédure administrative pour créer un *think tank* demeure complexe : la majorité des *think tanks* indépendants sont donc enregistrés en tant qu'entreprises (cabinets de conseil, notamment), ce qui ne leur permet pas de bénéficier de certains avantages administratifs et fiscaux, ou de s'afficher comme institutions à but non lucratif.

7. Le Parti, ainsi que de nombreux ministères, comme le ministère des Affaires étrangères – dont le Policy Planning Department qui dispose d'une petite équipe dédiée à la relation avec les *think tanks* – organisent fréquemment des sessions de *brainstorming* auxquelles sont conviés des chercheurs chinois.

L'internationalisation accélérée des *think tanks* chinois

En janvier 2015, le Parti communiste chinois a annoncé l'objectif de développer d'ici 2020 entre 50 et 100 *think tanks* chinois de « premier plan », compétitifs à l'international⁸. Le Parti appelle notamment au développement des *think tanks* spécialisés sur les questions stratégiques et les politiques publiques⁹. Il incite par ailleurs au recrutement d'experts étrangers au sein de structures chinoises, à l'ouverture de branches de *think tanks* chinois à l'étranger, et plus largement au renforcement de la coopération internationale¹⁰.

Cette accélération de l'internationalisation des *think tanks* chinois est à l'œuvre depuis cinq ans, au regard des nombreuses demandes reçues par les *think tanks* étrangers pour accueillir un chercheur chinois comme *visiting fellow*, écrire un rapport de recherche conjointement, signer un accord de partenariat en vue d'organiser des conférences, etc. Les experts chinois sont par ailleurs incités à publier davantage en langue étrangère et à s'exprimer dans les médias internationaux¹¹.

Ces efforts d'internationalisation s'expliquent en premier lieu par la volonté de la Chine de construire des *think tanks* de rang mondial, capables de rivaliser avec les meilleures institutions américaines. Cette volonté de compétition passe d'ailleurs par la création de plusieurs nouveaux classements de *think tanks*, établis par des institutions chinoises, en complément à certains classements produits par des institutions américaines¹².

Renforcement de la mission de diplomatie publique

Pour le gouvernement chinois, l'internationalisation doit surtout permettre de « renforcer le *soft power* de la Chine¹³ », et sa capacité à se faire entendre à l'international (*guoji huayuquan*). Le Parti a ainsi souligné – dans un nouvel appel à l'internationalisation –, en janvier 2015, le rôle important des *think*

8. L. Wei, « To Build High-Quality Think Tanks with Chinese Characteristics by Deepening Institutional Mechanism Reform », *op. cit.*

9. « China to Instill Characteristics in Think Tanks », Xinhua, 20 janvier 2015, disponible sur : <<http://news.xinhuanet.com>>.

10. *Ibid.*

11. Entretiens réalisés à Pékin et Shanghai, en 2014 et 2015.

12. Ainsi, l'Académie des sciences sociales de Shanghai (SASS) a annoncé en janvier 2015 la création d'un nouveau classement national, le « Report ranks China's top *think tanks* », et l'Académie des sciences sociales de Pékin (CASS) a annoncé en novembre 2015 la création d'un nouveau classement international, le « Chinese Academy of Social Sciences ranks world *think tanks* ». Au total, la Chine a créé cinq nouveaux classements de *think tanks* ces dernières années.

13. « Xi Calls for New Type of Think Tanks », *The China Daily*, 27 octobre 2014, disponible sur : <www.chinadaily.com.cn>.

tanks dans la promotion du *soft power* national¹⁴. De fait, la mission de diplomatie publique des *think tanks* chinois s'est renforcée rapidement ces dernières années, d'autant que de nouveaux centres dédiés principalement à cette mission ont été créés. Parmi les *think tanks* créés à la fin du mandat de Hu Jintao ou au début de celui de Xi Jinping, plusieurs ont pour mission d'assister la stratégie de communication du gouvernement. Par exemple, la diplomatie publique est un axe de recherche majeur du Charhar Institute, qui organise notamment une conférence annuelle sur le sujet, et s'applique à être lui-même un acteur de diplomatie publique *via* la publication de tribunes en langues étrangères et la multiplication de projets de coopération internationale¹⁵. Autres exemples : l'institut Pangoal, créé en 2013, qui se présente comme un *think tank* indépendant, mais décrit sa mission en utilisant exclusivement des concepts officiels¹⁶ ; le nouveau China Institute, basé à Shanghai, a été créé en novembre 2015 pour « promouvoir le discours chinois à travers le monde », selon la presse officielle et son directeur¹⁷. Plusieurs dizaines de nouveaux *think tanks* de ce type ont vu le jour au cours de l'année 2015.

Cette mission de diplomatie publique est également assurée par l'organisation d'un nombre croissant de conférences internationales de grande envergure, destinées d'abord à assurer le « service après-vente » d'une annonce du gouvernement chinois, et la notoriété de concepts officiels à l'étranger (« Rêve chinois », « Communauté de destin commun », entre autres¹⁸). Ces conférences sont très largement couvertes par les médias d'État chinois, qui n'hésitent pas à utiliser la présence de participants étrangers (diplomates et hommes politiques, fonctionnaires internationaux, chercheurs, etc.) pour donner une caution internationale à des concepts et annonces du gouvernement chinois¹⁹. En particulier, les conférences

14. « CCP General Office and State Council General Office Opinions Concerning Strengthening the Construction of New Types of Think Tanks with Chinese Characteristics », *China Copyright and Media*, 20 janvier 2015, disponible sur : <<https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com>>.

15. Entretiens, tables rondes et analyse des documents du Charhar Institute, Pékin-Paris, 2014-2015.

16. « The Pangoal Institution Aims to Partake of the China Dream and the Establishment of the Community of Shared Destiny of Humankind », extrait de la page « About » de l'institut Pangoal disponible sur : <<http://en.pangoal.cn/about.php>>.

17. W. Hongyi, « New Think Tank Set to Project Chinese Thought around Globe », *The China Daily*, 27 novembre 2015, disponible sur : <www.chinadaily.com.cn>.

18. Observation de l'auteur présent à ces conférences, 2014-2017, Pékin.

19. Ainsi des dépêches soulignant la vision positive qu'ont les « experts étrangers » sont-elles publiées par les médias officiels après ce type de conférence. Voir par exemple « Foreign Experts Confident of China's Long-Term Prospects, Rejecting Blame for Causing Economic Reversals », Xinhua, 26 août 2015, disponible sur : <<http://news.xinhuanet.com>> ; « Foreign Experts, Scholars, Laud China's 2015 Government Work Report », Xinhua, 6 mars 2015, disponible sur : <<http://news.xinhuanet.com>> ; « Foreign Experts Impressed by China's "Great Reform" », Xinhua, 17 décembre 2012, disponible sur : <<http://en.people.cn>> et « Brics Initiatives Draw Applause from Foreign Experts », Xinhua, 11 juillet 2015, disponible sur : <<http://news.xinhuanet.com>>.

internationales organisées par des *think tanks* chinois autour du thème des Nouvelles routes de la soie (« Belt & Road ») sont de plus en plus nombreuses, en Chine et à l'étranger²⁰, alors que ce projet est désormais, sous Xi Jinping, une priorité nationale. Ces conférences, qui réunissent également des représentants de grandes entreprises chinoises et étrangères, sont l'occasion de vanter les mérites du projet et de marteler certains éléments de langage, comme la « complémentarité » entre le projet chinois et les projets nationaux ou régionaux existants (plan Juncker de l'Union européenne, *Maritime Axis* de l'Indonésie, Union économique eurasiennne de la Russie, etc. en fonction de l'interlocuteur). Afin de promouvoir les Nouvelles routes de la soie, les autorités chinoises créent également des réseaux internationaux de *think tanks* autour de ce thème²¹.

Donner une caution internationale à des concepts chinois

Autre évolution depuis l'arrivée de Xi Jinping : Pékin appelle désormais les médias du pays à créer leurs propres *think tanks*. Ainsi, le quotidien d'État *Quotidien de la clarté* a créé un Center for Think Tank Studies and Publishing. De nombreux autres médias chinois ont créé des structures similaires (*Wenhui Daily*, etc.). Les journalistes organisent des forums de *think tanks* et participent à des rencontres nationales ou internationales de même type organisées par d'autres *think tanks*. Le gouvernement chinois a créé en moins de trois ans un écosystème assez performant au sein duquel les journalistes de médias d'État peuvent reprendre et amplifier aisément les propos des chercheurs des *think tanks* chinois, eux-mêmes reprenant les éléments de langage et concepts officiels. Ces éléments sont ainsi diffusés largement *via* des canaux et des modes de communication différents. Plus que jamais, les *think tanks* chinois sont des acteurs clés de l'effort de propagande du gouvernement chinois à destination du public provincial, national et international.

Cet écosystème inclut également des membres de la communauté des Chinois d'outre-mer et des *returnees* (diplômés et professionnels chinois de retour en Chine après avoir étudié ou travaillé à l'étranger). Le gouvernement souligne le rôle de cette communauté dans le développement et l'internationalisation des *think tanks*, et plus généralement dans la constitution d'un vivier de « talents » au service de l'État²².

20. Par exemple le Development Research Center (DRC) a organisé l'édition 2015 de son Think Tank Forum en Espagne en octobre 2015.

21. Lancement par le DRC d'un Silk Road Think Tank Network en octobre 2015, et du First Silk Road Dialogue and 2016 Annual Conference of Silk Road Think Tank Association en février 2016 à Shanghai, par la China Center for Contemporary World Studies, parmi d'autres réseaux du même type.

22. Appel émis par exemple par des officiels et chercheurs chinois lors du 2017 China Global Think Tank Innovation Summit, Qingdao, 22-24 juin 2017.

Les créations de départements et *think tanks* dédiés, comme l'Academy of Overseas Chinese Studies, se multiplient actuellement dans les universités chinoises.

Brainstorming international

Dans leurs interactions avec l'étranger, les *think tanks* chinois cherchent également à collecter des informations et des idées. Les chercheurs effectuent régulièrement des visites en délégation pour mieux comprendre la position d'un pays ou d'une région sur un dossier en particulier, et plus généralement les problématiques locales (conséquences de l'élection d'Emmanuel Macron, état des lieux de l'économie française, opportunités de coopération, etc.). Ils cherchent à travers ces visites à « apprendre » des pays développés sur divers sujets (développement du système de sécurité sociale, lutte contre la corruption, protection des investissements en Afrique, réformes des entreprises d'État, lutte antiterroriste, etc.).

Si cette pratique n'est pas nouvelle et pas spécifique aux *think tanks* chinois, les *think tanks* et experts étrangers sont de plus en plus souvent mis à contribution pour alimenter le processus de réflexion et de décision chinois. Les documents officiels publiés depuis 2013 encouragent explicitement les chercheurs et officiels chinois à faire appel aux « *think tanks* étrangers reconnus²³ », et il est depuis courant, lors de réunions ou de conférences, que les chercheurs étrangers soient mis à contribution pour donner leur avis sur une réforme ou un concept mis en place par Xi Jinping²⁴, ou faire part d'éléments d'analyse qui pourraient être utiles au gouvernement chinois²⁵. Ces appels s'adressent aux *think tanks* et chercheurs de tous pays²⁶, et ont souvent pour avantage, outre la collecte d'analyses, de présenter une Chine à l'écoute de ses interlocuteurs.

Des *think tanks* et chercheurs davantage sous contrôle

«Au service du Parti»

Avec le développement international des *think tanks*, la Chine ne cherche pas uniquement à renforcer son influence à l'étranger, mais aussi à

23. Voir par exemple le *Chinese Think Tanks Report 2013*, Shanghai, Shanghai Academy of Social Sciences Press, 2014, partie III, «Analysis on Stages and Features of Development of the Chinese Think Tanks», p. 35.

24. Observations et échanges lors de six conférences de ce type en Europe et en Chine, 2014-2015.

25. Observations faites en Chine et en France entre 2013 et 2017.

26. Y compris à Taïwan. A. Ekman, «Relations informelles entre Pékin et Taipei : l'essor de la diplomatie académique dans le détroit de Taïwan», Études du CERI n° 213, septembre 2015, disponible sur : <www.sciencespo.fr>.

développer une expertise soutenant et protégeant la pérennité du système politique national. Des structures dédiées à cet objectif émergent ou se renforcent, tel le Center for Theoretical System of Socialism with Chinese Characteristics ou le Center for Social Development and Management of Big Data.

Le contrôle des *think tanks* – et plus généralement de l'ensemble des institutions de recherche et d'enseignement du pays – s'est renforcé depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping. En octobre 2014, le président chinois indiquait que « les *think tanks* doivent être dirigés par le Parti communiste chinois et adhérer à la juste ligne²⁷ ». Les directives du Parti de janvier dernier ont rappelé que « les *think tanks* doivent rester fidèles à l'idéologie marxiste, suivre la direction du Parti et fournir un soutien intellectuel au renouveau de la nation²⁸ ».

Les chercheurs peuvent remettre en cause dans une certaine mesure, notamment lors de débats internes, certaines modalités de mise en application de décisions de politique étrangère chinoise, mais il est très difficile – voire impossible, surtout face à des interlocuteurs étrangers – de critiquer les décisions elles-mêmes. Ces contraintes s'appliquent à tous, y compris aux chercheurs exerçant dans des *think tanks* au cœur du Parti. Ainsi, en 2013, un chercheur de l'École du Parti qui avait devancé une décision de Pékin vis-à-vis de Pyongyang, recommandant dans une tribune que la Chine prenne ses distances avec la Corée du Nord, s'est fait licencier²⁹.

Réduction du champ de recherche et d'analyse

Xi Jinping a mis l'accent sur l'importance, pour les institutions de recherche, d'être au service du gouvernement, qu'il s'agisse des *think tanks* ou des universités. Les chercheurs travaillant sur des thèmes perçus comme inutiles pour le gouvernement (poésie, littérature, etc.) sont appelés à changer de sujet, voire de domaine de recherche, au risque d'être marginalisés (difficultés à obtenir des fonds, à publier dans les revues universitaires du pays, impossibilité d'obtenir une promotion, licenciement...).

27. Déclaration de Xi Jinping le 27 octobre 2014. « Xi Calls for New Type of Think Tanks », *The China Daily*, 27 octobre 2014, disponible sur : <www.chinadaily.com>.

28. « China to Instill Characteristics in Think Tanks », *Xinhua*, 20 janvier 2015 et « China's Publicity Head Calls for Marxism in Social Sciences », *Xinhua*, 17 juillet 2015.

29. G. E., « The Brains of the Party », *The Economist*, 10 mars 2014, disponible sur : <www.economist.com>.

La forte incitation des chercheurs chinois à travailler sur des thèmes pré-identifiés par leurs institutions de tutelle en fonction des priorités gouvernementales³⁰ n'est pas nouvelle ; mais on observe cependant, ces quatre dernières années, une réduction du champ de la recherche : de plus en plus de chercheurs chinois travaillent sur les mêmes sujets à l'incitation de leurs institutions de tutelle.

En parallèle, depuis février 2014³¹, nombre de départements d'universités sont contraints de se convertir en *think tanks* pour être plus utiles au Parti et aux ministères. Presque toutes les universités du pays doivent, par exemple, créer un *think tank* dédié aux Nouvelles routes de la soie. Et de nombreux chercheurs en sciences sociales doivent désormais dédier leurs travaux à cette initiative gouvernementale, et faire fréquemment référence aux concepts clés du gouvernement chinois dans leurs travaux.

Les universités doivent accorder plus de place au marxisme-léninisme

Ce phénomène de réduction du champ de la recherche en sciences sociales intervient simultanément à un recadrage idéologique dans les universités, lesquelles doivent accorder plus de place à l'enseignement du marxisme-léninisme. Dans toutes les universités, le secrétaire général du Parti supervise la direction académique, et veille à la mise en œuvre de ces évolutions. En 2017, des agents de la Commission centrale pour l'inspection de la discipline (CCDI) ont été envoyés dans 29 établissements avec pour mission de « préserver l'autorité du Parti ». Leur enquête a conclu en juin 2017 que, dans 14 universités, la « mise en application des systèmes idéologiques n'était pas assez forte », et a appelé les comités du Parti de chacune de ces universités à « prendre leurs responsabilités » pour faire face à ces manquements.

De manière générale, les officiels chinois – y compris les chercheurs des *think tanks* – sont appelés à être plus loyaux envers le Parti et envers Xi Jinping. Cadres et membres du Parti doivent lire plusieurs fois, et apprendre, les principaux discours de Xi Jinping. Ils disposent tous de son livre *La Gouvernance de la Chine*³². Ils doivent également regarder le journal

30. S. Tiezzi, « China's Quest for Global Influence through Think Tanks », *The Diplomat*, janvier 2015, disponible sur : <<https://thediplomat.com>> et Y. Huang et E. Economy, « Where China Can't Compete – Beijing's Think Tank Trouble », *Foreign Affairs*, 21 septembre 2015, disponible sur : <www.foreignaffairs.com>.

31. Date à laquelle le ministère de l'Éducation a publié un plan de construction et de promotion des *think tanks* affiliés aux universités.

32. X. Jinping, *La Gouvernance de la Chine*, Pékin, Mille Fleurs, 2015.

télévisé de 19 heures, dont une grande partie est dédiée à Xi Jinping, officiellement désigné, depuis octobre 2016, comme le nouveau « cœur » (*hexin*) du Parti communiste chinois.

Un contrôle renforcé des comportements et des déplacements

Le développement des *think tanks* sous Xi Jinping a donc lieu au moment où se déploie la campagne anticorruption qui vise les cadres du Parti et fonctionnaires de tous niveaux. Cette campagne a un impact direct sur le fonctionnement des *think tanks*, la vaste majorité des personnels de ces derniers étant fonctionnaires et membres du Parti. Les déplacements des délégations à l'étranger sont plus limités dans le temps, et doivent être au préalable validés en interne – souvent par le bureau des Affaires étrangères (*waiban*) du *think tank* – par une procédure plus compliquée et plus longue qu'auparavant. Ainsi, certains organismes admettent devoir ajuster leur programme pour respecter la règle d'une visite de trois jours maximum dans un pays, de cinq jours au total dans le cas de deux pays, et de huit jours pour trois pays³³. D'autres se trouvent dans l'incapacité d'honorer une invitation pour une conférence, la procédure de validation interne étant trop longue. Dans ce contexte, nombreux sont les *think tanks* chinois qui réduisent le nombre d'institutions visitées dans un pays, voire ne s'y rendent plus du tout. À noter également, le nombre de déplacements à l'étranger tolérés par an est lui-même réduit³⁴. Face à ces contraintes, certains chercheurs reconnaissent privilégier certaines destinations (les États-Unis au détriment de l'Europe, par exemple), en fonction du prestige associé à certaines conférences ou visites.

D'autres mesures contraignantes, imposées depuis longtemps aux chercheurs des *think tanks* dans le souci de limiter leur exposition aux idées et environnements considérés comme « hostiles », continuent de s'appliquer sous Xi Jinping. Les chercheurs utilisent par exemple un passeport professionnel qui est conservé par l'administration du *think tank*. Par ailleurs, ils ne se rendent à l'étranger qu'en groupe, après validation d'une mission de recherche financée par une organisation gouvernementale, et qui donnera lieu à la rédaction d'un rapport spécifique au retour en Chine. En visite à l'étranger, les délégations des *think tanks* sont souvent accompagnées par un membre du bureau des Affaires étrangères, qui joue

33. Règle générale, qui peut varier légèrement en fonction des institutions.

34. Limite de deux voire trois déplacements à l'étranger par an, pour la majorité des chercheurs interrogés (discussions informelles, Pékin-Paris, 2014-2017). Cette limite varie toutefois selon les institutions et le rang du chercheur : en règle générale, plus son rang est élevé, plus il est contraint dans ses déplacements à l'étranger.

un rôle de supervision et de contrôle, et détient le pouvoir final de décision (supervision du programme, accord avec le *think tank* étranger pour un partenariat ou une prochaine rencontre, etc.³⁵)

Une méfiance officielle vis-à-vis des instituts et chercheurs étrangers

Depuis 2013, l'accueil des délégations étrangères en Chine est elle aussi soumise à des règles plus contraignantes. Celles-ci doivent en principe fournir le nom d'une institution hôte en Chine, en charge de superviser leur programme. La procédure interne de validation de l'accueil d'une délégation étrangère peut être complexe et longue dans certaines institutions (École du Parti par exemple). Quant aux universités, une autorisation formelle du gouvernement central (ministère de l'Éducation) est indispensable pour toute organisation d'une conférence internationale³⁶. Les chercheurs chinois sont les premiers à tenter de contourner ces règles contraignantes – parfois avec succès –, mais les contournements deviennent plus difficiles et risqués.

Dans le même temps, une certaine méfiance officielle vis-à-vis des instituts et chercheurs étrangers et de leurs travaux semble s'être renforcée ces dernières années. Le ministre de l'Éducation Yuan Guiren a par exemple déclaré en janvier 2015 que les « livres scolaires faisant la promotion des valeurs occidentales » ne seraient plus autorisés dans les salles de classe³⁷ ; et les enseignant-chercheurs des universités chinoises sont désormais dans l'obligation de faire valider au préalable par leur administration toute liste de lectures distribuée aux étudiants qui contiendrait des textes d'auteurs étrangers³⁸. L'expression « forces étrangères hostiles » – commune sous l'ère Mao – revient plus fréquemment dans les discours. Les accusations du gouvernement chinois sur des « infiltrations » par ces forces se multiplient à l'égard d'institutions de recherche étrangères présentes en Chine, ou d'institutions de recherche chinoises³⁹. Les idées ou intellectuels occidentaux sont de plus en plus dépeints par les autorités chinoises comme potentiellement

35. À noter que plus les membres des *think tanks* ont des responsabilités (directeur d'un département, du *think tank*), plus ces contraintes s'appliquent strictement. Certains haut-responsables ont dû suivre au cours des dernières années une session de recadrage idéologique, ou des séances d'autocritique et de critique entre collègues, dans le cadre de la campagne anticorruption.

36. Entretien avec des enseignants-chercheurs de nationalité étrangère exerçant dans une université chinoise, 2015.

37. « Class Struggle », *The Economist*, 26 février 2015, disponible sur : <www.economist.com>.

38. Conversations avec plusieurs professeurs d'université, Pékin, 2015.

39. Par exemple, la CASS a été accusée par les autorités en juin 2014 d'être « infiltrée par des forces étrangères ». S. Tiezzi, « Top Chinese Think-Tank Accused of "Collusion With Foreign Forces" », *The Diplomat*, 18 juin 2014, disponible sur : <<https://thediplomat.com>>.

dangereux, et des commentaires agressifs contre les chercheurs étrangers sont formulés de temps à autre, y compris par des représentants de *think tanks*⁴⁰.

De même, le renforcement de la censure limite l'accès des chercheurs à certaines sources, qui pourraient leur être utiles pour leurs travaux. Par exemple, les chercheurs de *think tanks* chinois travaillant sur la France n'ont – de leurs bureaux – qu'un accès limité à la presse française (*Le Monde* ou *Libération* sont tous deux censurés en Chine).

La Chine investit aujourd'hui massivement dans l'internationalisation de ses *think tanks*, afin d'alimenter sa réflexion stratégique, et de soutenir sa stratégie de diplomatie publique et de gouvernance mondiale. Cet investissement porte déjà ses premiers fruits : la Chine est devenue leader dans l'organisation de sommets et de conférences internationales ; elle est parvenue à populariser à l'étranger la plupart de ses concepts et initiatives clés, et à renforcer la notoriété internationale de certains de ses *think tanks* et experts.

Toutefois, cette volonté d'accélérer l'internationalisation de ses *think tanks* entre en contradiction avec le renforcement, au même moment, du contrôle politique et idéologique des institutions de recherche. La lutte anticorruption et l'aggravation de la censure se traduisent par un contrôle accru des institutions de recherche et des chercheurs. Ces développements représentent aujourd'hui un obstacle concret au processus d'internationalisation des *think tanks*, et au renforcement de leur crédibilité à l'étranger.

La capacité du gouvernement chinois à concentrer les efforts de recherche sur des sujets érigés en priorité nationale représente une force de frappe en termes d'analyse et de diplomatie publique que peu de pays sont capables de déployer. Mais la réduction du champ de recherche qui s'observe en parallèle risque de mener à négliger des sujets qui pourraient à terme se révéler stratégiques, et à limiter les capacités d'analyse prospective des *think tanks* chinois. Dans l'immédiat, l'impossibilité pour ceux-ci de remettre en cause les décisions et orientations gouvernementales continue de limiter les options de recommandations aux décideurs.

40. Par exemple, Wang Wen, du Chongyang Institute for Financial Studies, basé à l'université du peuple, avait appelé à l'établissement d'une « *blacklist* d'universitaires étrangers impopulaires », afin qu'ils puissent « être gardés à l'écart du marché chinois des idées et marginalisés par les intellectuels chinois ». Voir sur : <www.cssn.cn>.

Au regard des dernières annonces officielles⁴¹, le développement, la modernisation (notamment les investissements croissants dans le *big data* et l'analyse de données agrégées) et l'internationalisation des *think tanks* chinois, continueront à être encouragés activement dans les prochaines années. La hausse des inspections politiques ces derniers mois suggère que leur contrôle idéologique et logistique se poursuivra. Les efforts d'internationalisation risquent d'être altérés par ce contrôle, qui dépasse aujourd'hui le cadre académique, et prévaudra probablement en cas d'arbitrage politique.



Mots clés

Chine
Xi Jinping
Think tanks
Soft power

41. «Opinion on the Healthy Development of Social Think Tanks», document publié par neuf ministères le 4 mai 2017.